

Même plus peur de la République tchèque

La République tchèque prend le relais de la France, le 1er juillet, pour assurer à son tour pendant six mois la présidence tournante de l'Union européenne. Une tâche délicate dans un contexte rendu particulièrement tendu par la guerre en Ukraine. Mais à Prague, où siège un nouveau gouvernement depuis quelques mois, comme à Bruxelles, cette perspective est envisagée avec une confiance prudente.



Dessin de Gianfranco Uber, Italie/Cartoon movement.

Quand le gouvernement a dévoilé le slogan de la prochaine présidence tchèque du Conseil de l'UE, un collègue journaliste s'est plaint qu'il témoigne de la superficialité de la réflexion sur l'UE dans la région. Le slogan "*L'Europe comme une tâche*" fait référence au recueil de discours éponyme de [Vaclav Havel](#), dans lequel l'ancien président tchèque se présente sous les traits d'un fervent partisan de la fédéralisation de l'Europe. Paradoxalement, les partis de la [coalition gouvernementale actuelle](#) (de centre droit) à l'exception de quelques-uns de ses membres refusent d'emprunter cette voie. "*Si tu ne sais pas, mets Havel*", a commenté un autre collègue à propos du fait que, malgré ses positions, le gouvernement ait pourtant misé sur Havel.

Peu familier des détails et controverses intérieures tchèques, le public étranger a, lui, accueilli l'annonce du slogan avec soulagement. Comme le dit l'analyste français [Éric Maurice](#), responsable du [bureau](#) bruxellois de la [Fondation Robert Schuman](#), dans un entretien accordé à notre magazine, le fait que le gouvernement de [Petr Fiala](#) se soit placé sous le patronage du très respecté Havel à l'aube de cette présidence semble "*prometteur*". La mise en oeuvre du slogan, toujours

selon Maurice, exigera néanmoins d'être " *capable de diriger*, parmi d'autres compétences. La tâche de la République tchèque au cours des six prochains mois sera plus difficile et plus qu'à l'accoutumée, car c'est à elle qu'il incombera de maintenir l'unité de l'Europe face à [la guerre de la Russie contre l'Ukraine](#) .

Les Tchèques n'arrivent toutefois pas dans cette présidence comme un cheveu sur la soupe. Depuis plusieurs décennies, le pays chargé d'assurer la présidence se coordonne avec celui qui le précède et avec celui qui le suit, afin que l'action politique ne reparte pas constamment de zéro. La République tchèque forme un trio avec la France, dont la présidence s'achève, et avec la [Suède](#) , à laquelle elle transmettra le relais à la fin de l'année. L'ordre du jour est donc déjà à peu près fixé.

En conséquence, les Tchèques hériteront de dossiers que les représentants de leur gouvernement n'auraient probablement pas choisis d'eux-mêmes. Ainsi, dès le début de la présidence, en juillet, le ministre des Finances, Zbynek Stanjura, dont l'ODS (parti conservateur) rejette fermement [l'euro](#) , finalisera l'adhésion de la [Croatie](#) à la zone euro à partir du 1^{er} janvier 2023. Quant au ministre du Travail et des Affaires sociales, le chrétien-démocrate Marian Jurecka, il devra répondre aux questions des députés sur la manière dont la présidence tchèque entend faire avancer le projet français visant à faire de l'avortement un droit garanti aux femmes dans les pays de l'UE.

La guerre en Ukraine a pris le dessus

En février dernier, au deuxième mois de la présidence française, Poutine a envahi l'Ukraine et des questions connexes ont alors pris le dessus sur les priorités établies précédemment : aide au pays, renforcement de la résilience de l'Europe dans tous les sens du terme, [sanctions](#) , indépendance vis-à-vis des [combustibles russes](#) etc. La République tchèque a aussi hérité de tous ces points qui se reflètent dans les priorités communiquées par son gouvernement à la mi-juin. Aussi peu élégante qu'ait été, par exemple, la recherche d'un consensus pour [s'affranchir du pétrole russe](#) , la France n'en est pas moins parvenue à maintenir l'unité de l'Europe.

La République tchèque a désormais devant elle une tâche moins spectaculaire mais d'autant plus importante. " *Maintenir l'Ukraine au premier plan des préoccupations des décideurs et des institutions de l'UE* , analyse Ziga Faktor, responsable de la branche bruxelloise du groupe de réflexion Europeum. " *Plus la guerre s'éternisera et plus la saison hivernale approchera, plus le soutien à l'Ukraine dans la société s'affaiblira* , prévient-il.

Les experts, les diplomates et les membres du gouvernement devront coopérer avec la [Commission européenne](#) , qui est en train de constituer sa propre équipe pour l'Ukraine, communiquer avec les États qui émettent les plus grandes réserves quant à son adhésion, veiller à ce que l'opposition intérieure à la réduction des subventions de Bruxelles ne sape pas le soutien à l'Ukraine et proposer, aussi, une feuille de route à la [Moldavie](#) et aux autres pays en attente. " *Au fond, c'est aux Tchèques qu'il appartiendra de mener l'ensemble du débat sur le prochain élargissement de l'Union* , souligne encore Ziga Faktor.

La Tchéquie est-elle prête pour cela ? Comme on le sait, le précédent gouvernement, celui d' [Andrej Babis](#) , a alloué peu d'argent à la deuxième présidence [de la Tchéquie à la tête de l'UE]. Il manque ainsi quelques dizaines de personnes à l'ambassade clé auprès de l'UE à Bruxelles, car le nouveau gouvernement n'a pas été en mesure d'envoyer davantage de renforts.

Reste que les fonctionnaires ne font pas seuls la présidence. Le Premier ministre siège aux sommets de l'UE, où sont prises les décisions sur les questions stratégiques, et les ministres dirigent les réunions dans leur domaine de compétences. Petr Fiala (ODS, conservateur) a derrière lui plusieurs sommets européens, où, comme il l'a dit, il a " *surtout écouté* .

Lors des conférences de presse qui ont suivi, il a pris soin de ne pas critiquer les autres. " *Je suis plutôt partisan d'un plus*

grand isolement de [Vladimir Poutine](#) , car je pense que les contacts avec lui ne mènent à aucun résultat, a-t-il répondu brièvement lorsqu'il lui a été demandé s'il convenait de dialoguer avec Poutine comme le préconise [Emmanuel Macron](#) .

" Une autre Merkel

Il n'a guère pris plus de distances avec [Viktor Orbán](#) quand le leader hongrois a décidé de faire chanter le reste de l'Europe lors du débat sur l'embargo sur le pétrole russe. *" Mon approche est différente , les négociations sont toujours préférables aux menaces. Le plus important est que nous soyons parvenus à un consensus et que l'Europe reste unie "* , a-t-il juste concédé. *" Peut-être le Premier ministre tchèque deviendra-t-il une autre Merkel "* , a plaisanté l'un des conseillers du président du Conseil européen, [Charles Michel](#) , après avoir eu l'occasion d'observer le style austère de Petr Fiala lorsque celui-ci était attablé avec les autres dirigeants européens.

Quoi qu'il en soit, au début de la présidence, Fiala et son gouvernement jouissent d'un a priori favorable dans les cercles bruxellois. Après le départ de l'imprévisible Andrej Babis, qui se plaisait à donner des leçons aux autres lors de ses apparitions sur la scène européenne alors que chaque phrase qui sortait de sa bouche sous-entendait un conflit d'intérêts, cela a été un soulagement de savoir que ce ne serait pas lui qui assurerait la présidence de l'UE.

Entre-temps, la République tchèque n'a pas été affectée par le fait que, malgré le soutien rhétorique de son Premier ministre aux *" sanctions les plus sévères possibles "* contre la Russie, elle se soit cachée derrière la Hongrie pour demander une exemption de l'embargo sur le pétrole russe. La France et d'autres pays ont critiqué la tactique d'Orban, qui a abouti au blocage de l'accord jusqu'à ce que l'UE renonce finalement à [sanctionner le patriarche Kyril I](#) , mais pas un mot n'a été dit au sujet de la République tchèque. *" Tout le monde ici comprend qu'il faut lui laisser du temps pour résoudre son énorme dépendance aux matières premières russes, "* affirme Faktor.

Le fait que la République tchèque ne fasse pas partie de la zone euro et que le nombre de pays dans la même situation qu'elle diminue n'affaiblit pas sa position non plus. Les experts soulignent qu'à long terme ce surplace exclura Prague du noyau le plus fort de l'UE. Mais pendant la présidence, pour des raisons de procédure, le représentant tchèque sera le premier à connaître l'issue du débat entre les États membres de la zone euro, par exemple. Le handicap ne sera donc pas trop important et, à l'approche du 1^{er} juillet, c'est une confiance et un calme prudents qui prévalent en haut lieu à Bruxelles à l'égard de Petr Fiala et de son équipe.